si l'on veut laisser à tout l'enseignement le but que l'article 1^{er} lui assigne. Ce droit d'inspection ne portera aucun préjudice à « l'approbation civile touchant la valeur scientifique ou politique des livres ».

3° Si l'influence que le projet accorde au clergé sur l'enseignement et sur les livres est trop restreinte elle est particulièrement insuffisante sur les instituteurs. En posant le principe que la religion et la morale doivent être les bases de l'instruction la loi doit vouloir que l'instituteur soit « solidement instruit et profondément convaincu des vérités de la religion catholique » et qu'il soit « soumis et fidèle à la pratique de ses préceptes ». Le législateur ne peut avoir en vue l'instituteur rempli d'une « religiosité vague et arbitraire » dégagée des dogmes chrétiens, qui ne serait guère adapté à sa mission dans un pays dont la population est catholique et où l'école est le prolongement de la famille. L'autorité ecclésiastique ne doit pas rester étrangère à la formation, à la nomination, à l'inspection et au besoin, à la révocation de l'instituteur. Or quelle est la part d'action que le projet lui accorde dans ces opérations ? L'instituteur est bien obligé de requérir un *certificat de moralité religieuse* qui, au dire de Laurent, ne regardera que la conduite extérieure et publique et ne s'étend pas vraiment aux connaissances religieuses du candidat. En fait de surveillance le projet n'en attribue au clergé que sur l'enseignement religieux et non sur la tenue de l'école en général « pour ce qui regarde son caractère religieux ». Au cas où la suspension ou la révocation d'un instituteur serait envisagée par le gouvernement il n'est prévu nulle part que l'autorité ecclésiastique, seule compétente en matière religieuse, soit entendue. Enfin la formation des instituteurs à l'école normale échappe complètement au clergé puisque la seule concession — qui n'en est pas une — vise la présentation d'un professeur qui donnera le cours de doctrine. L'Eglise n'entre pour rien non plus dans l'inspection locale, cantonale ou générale. La commission d'instruction comprendra le seul chef diocésain ce qui correspond à la proportion d'un seul membre ecclésiastique sur vingt-deux ou vingt-trois, et rien ne dit qu'il ne pourra être exclu du comité permanent de cinq membres que la commission choisit dans son sein.

Le vicaire en arrive à cette conclusion tranchante : tout ce que le projet accorde au clergé « lui appartient déjà avant et même malgré toute stipulation législative ; il aurait valu autant que le projet n'eût pas fait mention du clergé et de l'autorité ecclésiastique ou qu'il les eût exclus formellement de toute l'instruction publique ». Tant qu'une application plus vraie du principe de l'intervention ecclésiastique dans l'instruction n'est pas établie le clergé ne peut pas assumer la responsabilité d'une coopération réelle et il ne lui resterait que de s'abstenir en masse de toute participation à l'instruction.

Un seul passage du mémoire parle de l'enseignement privé qui resterait comme dernière ressource à l'église. Le projet ne lui permet guère de se développer : d'abord par l'exigence du brevet de capacité et les autres formalités requises l'instituteur privé serait soumis à la